

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 30/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ETABLISSEMENTS GIRON PERE ET FILS**

8 RUE COMMANDANT BARBIER  
Z.I. COLBERT  
51100 Reims

Références : D3 i 2026-372  
Code AIOT : 0005701621

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement ETABLISSEMENTS GIRON PERE ET FILS implanté 8 RUE COMMANDANT BARBIER Z.I. COLBERT 51100 Reims. L'inspection a été annoncée le 27/04/2028. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le 24 avril 2026, l'exploitant a signalé auprès des services de la DREAL, par le biais de son avocat, la présence d'objets radioactifs dans le tas de déchets "anciens" de son parc. La détection a été réalisée par sondage durant un inventaire réalisé suite à la transaction réalisée dans le cadre de la transmission des parts des anciens gérants partis à la retraite.

L'inspection est réalisée suite à ce signalement pour comprendre le contexte de cette découverte et vérifier la bonne gestion de ces déchets.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETABLISSEMENTS GIRON PERE ET FILS
- 8 RUE COMMANDANT BARBIER Z.I. COLBERT 51100 Reims
- Code AIOT : 0005701621
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GIRON PERE ET FILS est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n°2013-A-120-IC du 29 octobre 2013 pour les rubriques n°2718 (tri, déchets dangereux), 2791 (tri déchets non dangereux), 2710 (collecte de déchets), 2713 (réutilisation de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement)

**Thèmes de l'inspection :**

- Radioactivité

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La découverte des déchets contaminés a été réalisée dans un contexte d'inventaire suite à la transmission des parts d'anciens gérants partis à la retraite.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Substances radioactives	Arrêté Préfectoral du 29/10/2013, article 8.5.4.2	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Substances radioactives	Arrêté Préfectoral du 29/10/2013, article 8.5.4.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des déchets stockés en vrac sur le site n'ont pas de traçabilité ni d'historique. Il est possible que le tas en question soit issu de déchargements qui ne sont pas passés par le portique de détection fixe de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.

Tous les déchets stockés et non tracés sur le site doivent faire l'objet d'un contrôle de non radioactivité.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Substances radioactives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/10/2013, article 8.5.4.1
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Équipements de détection
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement est équipé d'au moins un détecteur fixe de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant ou sortant.</p> <p>Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure de bruit de fond ambiant.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisés sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.</p> <p>A l'entrée et à la sortie du site, tous les chargements font l'objet d'un contrôle de non-radioactivité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté la présence de deux portiques de détection fixes de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant ou sortant. Un est dédié aux véhicules légers et un autre aux poids lourds.</p> <p>Les dispositifs de détection sont étalonnés et contrôlés une fois par an par un organisme dûment habilité. Les derniers étalonnages datent du 09/02/2026 et les prochains sont prévus pour le mois de février 2027.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Substances radioactives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/10/2013, article 8.5.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Présence de déchets radioactifs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de détection confirmée de la présence de matières émettant des rayonnements ionisants dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique, aménagé sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries. Le véhicule ne peut être renvoyé du site tant que les matières à l'origine des rayonnements ionisants n'ont pas été caractérisés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage avec un appareil manuel de détection de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants, l'exploitant a extrait des déchets/objets contaminés de ses tas de déchets "historiques" le 15 avril 2026.</p> <p>L'entreprise, spécialisée dans le traitement de ce type de déchets, s'est rendue sur le site le 21 avril 2026 pour caractériser, peser et emballer les déchets incriminés. Un rapport sera émis avant l'enlèvement pour traitement par l'ANDRA.</p> <p>D'après l'exploitant, un tas de déchets en vrac n'a pas encore été sondé. Il n'existe pas</p>

d'historique ni de traçabilité sur ce tas. Il est possible que ce tas contienne des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de vérifier l'absence de rayonnements ionisants en provenance du tas de déchets stockés en vrac présent sur le site en passant la totalité des déchets par le détecteur fixe dans un délai de 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois